**France Jamet,** *au nom du groupe ENF***.** – Madame la Présidente, mes chers collègues, il est évident que depuis l’invalidation des élections municipales du 3 juin dernier à Chisinau, une crise politique grave déstabilise la Moldavie.

À cheval entre l’Union européenne et proche de la Russie par sa situation géographique, son histoire et sa culture, ce pays se trouve dans une situation géopolitique particulièrement fragile. Une fois de plus, je constate que Bruxelles s’immisce dans les affaires d’un pays tiers. Il se trouve que l’immense majorité de la population russophone est prorusse. Il se trouve que Bruxelles n’en finit plus de vouloir régler son compte à la Russie. Cette tentative d’ingérence de la Commission n’est, ni plus ni moins, qu’un déni du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes. Tout comme la Commission l’a démontré à l’égard de la Pologne, de la Hongrie ou de l’Italie. Mais, ce qui est plus grave, c’est qu’en attirant coûte que coûte cette région vers la Roumanie, elle va prendre le risque de déclencher une crise avec la Russie et l’Ukraine.

La Commission va semer le chaos en Moldavie et souffler sur les braises d’une potentielle guerre civile par dogmatisme, par aigreur, par erreur, pour régler ses comptes avec la Russie, tout simplement.